

# Les produits des colonies israéliennes « sont les bienvenus » en Europe, affirme un envoyé de l'UE à Tel Aviv

Ali Abunimah – The Electronic Infifada – 28 mars 2016



**L'envoyé de l'UE, Lars Faaborg-Andersen, à Tel Aviv (via Facebook)**

Le haut diplomate de l'Union européenne envoyé à Tel Aviv a encouragé la vente des produits fabriqués dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée.

Prenant la parole à Jérusalem lundi, l'ambassadeur de l'UE, Lars Faaborg-Andersen, y déclare que « *les produits des colonies sont les bienvenus sur le marché de l'UE* ».

Faborg-Andersen tient ces propos lors d'une conférence dont l'objectif est de mettre un arrêt au mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) qui soutient les droits des Palestiniens, conférence parrainée par les publications israéliennes *Yediot Ahronot* et *Ynet*.

*« Permettez-moi de vous dire quelque chose qui est clair à 100 % : l'Union européenne est contre le BDS », affirme Faaborg-Andersen. « Notre politique est totalement opposée au BDS, notre politique est une politique d'engagement avec Israël ».*

L'émissaire, qui dirige la délégation de l'UE en Israël, avait ignoré les appels des Palestiniens lui demandant de se retirer de la conférence anti-BDS où il devait intervenir comme invité avec un éminent leader d'un mouvement de colons d'Israël.

Faaborg-Andersen réitère aussi l'opposition verbale de l'UE aux colonies, déclarant qu'elles sont *« illégales au regard du droit internationale et un obstacle au processus de paix »*.

Mais sa promotion active des produits des colonies est dans le prolongement de la politique de l'UE de saborder toute mesure visant à rendre Israël responsable et à apporter un changement à des réalités auxquelles l'UE prétend s'opposer.

Réagissant aux propos de Faaborg-Andersen, Mahmoud Nawajaa, porte-parole du Comité national palestinien du BDS (le BNC), déclare : *« L'Union européenne a une nouvelle fois abandonné sa propre politique par laquelle elle considère illégales les colonies israéliennes »*.

*« Cette complicité éhontée de l'UE dans la protection et le maintien du régime israélien d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid, confirme qu'il faut absolument intensifier les campagnes BDS de terrain et des sociétés civiles contre ce régime, et aussi contre les entreprises et institutions impliquées dans ses violations des droits de l'homme »,* ajoute Nawajaa. *« Comme ce fut le cas lors de la lutte contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, quand les gouvernements sont incapables de faire respecter la justice, alors les citoyens doivent agir »*.

Nawajaa critique également un autre acte de complicité de la part de l'UE, le refus de gouvernements de ses États-membres, la semaine dernière, de soutenir une résolution du Conseil des

droits de l'homme des Nations-Unies visant à créer une base de données sur les entreprises qui font du commerce dans les colonies d'Israël.

La résolution a néanmoins été votée avec 32 voix pour et 15 abstentions.

### **Complicité dans les crimes de guerre**

En promouvant les produits des colonies, Faaborg-Andersen, de l'UE, se fait un soutien actif des violations des droits de l'homme.

Dans un rapport qui fait date, Human Rights Watch a récemment demandé à toutes les entreprises de mettre fin totalement à leurs activités professionnelles dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est.

*« Les entreprises des colonies contribuent inévitablement à la politique israélienne qui dépossède et discrimine durement les Palestiniens, tout en profitant des vols par Israël de la terre des Palestiniens et de leurs autres ressources »,* affirme Arvind Ganesan, directeur de la division Entreprises et Droits de l'homme de ce groupe basé à New York. *« La seule façon pour les entreprises de se conformer aux responsabilités qui sont les leurs en matière des droits de l'homme est d'arrêter de travailler avec et dans les colonies israéliennes ».*

Faaborg-Andersen semble également appliquer la politique de l'UE qui consiste à dire une chose, mais à en faire une autre.

En février, le gouvernement français, qui lui aussi prétend s'opposer fermement aux colonies israéliennes, a conclu un partenariat avec une chaîne de supermarchés qui fait des bénéfices dans les colonies, afin de promouvoir les produits

français à l'intérieur des colonies israéliennes.

*« L'Europe se rend complice des violations graves par Israël du droit international, et notamment de ses crimes de guerre, en continuant tant son commerce militaire florissant et sa recherche militaire conjointe avec Israël, que son importation des produits des colonies qui résultent du vol par Israël de la terre et des ressources des Palestiniens, une politique à laquelle l'UE dit s'opposer »*, souligne Nawajaa du BNC. *« L'UE a même refusé de suspendre l'accord de libre-échange UE-Israël et ce, en dépit des violations persistantes par Israël de sa clause relative aux droits de l'homme »*.

### **Liberté d'expression**

L'envoyé de l'UE s'est fait également l'allié des efforts d'Israël visant à écraser le mouvement BDS, en démentant que la récente décision de l'UE, qui exige des étiquettes exactes quant à l'origine des produits des colonies, constitue un boycott.

*« Quand on combat le BDS, il est important de garder le sens des proportions et de veiller à ne pas donner au BDS une plate-forme supplémentaire à travers nos efforts pour le combattre »*, dit Faaborg-Andersen, tel que rapporté par *The Jerusalem Post*.

*« Il existe une grande, grande différence entre la critique légitime de la politique d'Israël, et le BDS »* déclare-t-il.

En déniaient toute légitimité au BDS, Faaborg-Andersen semble approuver les mesures de répression prises par certains gouvernements européens contre leurs citoyens engagés dans le mouvement pour les droits des Palestiniens.

Cependant, ceux qui sont pour la liberté d'expression quand il s'agit de la Palestine ont trouvé un allié inattendu en la personne de l'ambassadeur US en Israël, Dan Shapiro.

Dans son intervention, Shapiro dénonce le mouvement BDS et révèle : « *Nos efforts pour combattre les boycotts sont une question récurrente dans les discussions de travail bilatérales et de haut niveau avec le gouvernement d'Israël* ».

« *Il est vrai qu'il y a des voix aux États-Unis, sur les campus universitaires et ailleurs, qui font la promotion de la campagne BDS contre Israël* » dit Shapiro. « *Et dans notre démocratie, leur droit à la liberté d'expression ne peut être réduit* ».

« *Mais aucun citoyen américain ne doit avoir le moindre doute que la politique du gouvernement US est de s'opposer de façon résolue à de telles initiatives* », ajoute l'ambassadeur.

Source: <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/israeli-settlement-goods-welcome-europe-says-eu-envoy>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

---

## **Succès de la tournée avec Ali Abunimah en France (Juillet 2015)**

La Campagne BDS France revient en images et en vidéo sur le succès de la tournée du co-fondateur d'Electronic Intifada en France, en juillet dernier.

**PARIS:**

PHOTOS: <https://photos.google.com/album/AF1Qip0an0V0-DcZdgZgU3CN1U4k8rG5kqzzAf4Vo>  
[d30](#)

**VIDEO:** <https://www.youtube.com/watch?v=rFx0s1LX-aY>



By Ibrahim Burnat



**BORDEAUX:**

<https://www.youtube.com/watch?v=z6ATkZDRXUU>

**LYON:**



<http://collectif69palestine.free.fr/spip.php?article887>

[http://www.reseauxcitoyens-st-etienne.org/article.php3?id\\_article=3102](http://www.reseauxcitoyens-st-etienne.org/article.php3?id_article=3102)

Montpellier:

<https://bdsf34.wordpress.com/2015/07/10/montpellier-succes-de-la-soiree-les-10-ans-de-bds-avec-ali-abunimah/>



---

# Les investissements étrangers en Israël chutent de moitié depuis le massacre de Gaza

Par Ali Abunimah, 25 juin 2015

Les investissements étrangers en Israël ont chuté de près de 50 % en 2014, un fait attribué à l'offensive de l'été dernier sur Gaza et à l'impact grandissant des boycotts.

Cette semaine, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a publié son Rapport annuel sur l'investissement dans le monde qui traite des investissements directs étrangers (IDE) – la masse monétaire que des investisseurs de l'étranger introduisent dans un pays pour investir dans des entreprises, construire des usines ou lancer d'autres projets économiques.

Selon le rapport, les IDE en Israël sont passés de 12 milliards de dollars environ en 2013 à tout juste 6.4 milliards de dollars en 2014.

Le chiffre de 2014 semble avoir atteint son niveau le plus bas depuis plus d'une décennie. Les investissements directs étrangers en Israël atteignaient en moyenne environ 9 milliards de dollars par an entre 2005 et 2012.

« Nous croyons que les causes de la baisse des investissements en Israël sont l'Opération Barrière protectrice et les boycotts que subit Israël », a déclaré Roni Manos, un économiste israélien, co-auteur du rapport, au site israélien Ynet.

« L'Opération Barrière protectrice » est le nom qu'a donné Israël à son offensive de 51 jours, l'été dernier, qui a ravagé une grande partie de Gaza et tué plus de 2200 Palestiniens dont 551 enfants.

Suivant la tendance mondiale, les IDE ont baissé dans d'autres pays de la région, mais aucun d'eux n'a connu une baisse aussi forte qu'en Israël. Les IDE ont baissé de 1,7% en Turquie, de 6,8% en Irak, de 4% aux Emirats Arabes Unis et de 9,6% en Arabie Saoudite. Par contre ils ont augmenté de 6,6% au Liban.

L'Iran, qui a subi de lourdes sanctions internationales, a vu



ses investissements extérieurs diminuer d'environ un tiers, atteignant un peu plus de 2 milliards de dollars.

### « Les touristes ne viennent plus »

La nouvelle de la fuite des investisseurs n'est que le dernier coup porté à Israël suite à son offensive sur Gaza.

En mai, Ynet a révélé une chute spectaculaire du nombre de visiteurs dans le pays dans un article intitulé « Les touristes ne viennent plus en Israël ».

Pendant l'offensive sur Gaza, des organisations de la résistance palestinienne ont considéré comme un succès stratégique important d'avoir pu contraindre à la fermeture du principal aéroport international d'Israël pendant plusieurs jours, portant un sérieux coup à l'économie et à la réputation d'Israël.

Mais, semble-t-il, les dommages durent plus longtemps que la fermeture de l'aéroport.

« Malgré l'espoir d'une reprise deux ou trois mois après l'opération de l'été dernier à Gaza, il semble que la crise ne fait qu'empirer », rapporte Ynet, « le nombre de touristes diminue, le nombre de séjours à l'hôtel chute et le nombre de voyages organisés a considérablement baissé. »

Ynet cite des chiffres de l'Association des hôteliers israéliens qui indiquent une baisse de 28% des séjours touristiques au premier trimestre de l'année, et certaines régions dont la station balnéaire d'Eilat sur la Mer Rouge (destination balnéaire très vendue aux Européens) ont connu une baisse de 51%.

L'article cite un tour-opérateur qui dit qu'il n'attend pas une amélioration de la situation l'année prochaine. « Il ne nous reste plus que les pèlerins et les touristes juifs », s'est plaint le tour-opérateur. Il ajoute que les touristes

religieux chrétiens ont passé la majeure partie de leur temps dans la ville palestinienne de Bethléem en Cisjordanie occupée.

## **Dommmages économiques**

Cette semaine, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a publié son rapport indépendant sur l'offensive de Gaza et sur la répression violente qu'Israël a exercée simultanément en Cisjordanie occupée, constatant les nombreux crimes de guerre probablement autorisés au « plus haut niveau » du gouvernement israélien.

L'enquête de l'ONU, qui cite des chiffres de la Banque d'Israël, indique aussi que « l'Opération Barrière protectrice a entraîné une baisse de la production dans les secteurs du tourisme et de l'industrie » en Israël au coût d'environ 900 millions de dollars et a entraîné 440 millions de dollars de plus de « dommages indirects ».

Les dommages économiques que s'inflige Israël en poursuivant son régime d'occupation, d'apartheid, de siège et de massacres de Palestiniens pourraient augmenter plus rapidement que prévu.

Cela pourrait permettre d'expliquer pourquoi Israël redouble tant d'efforts pour essayer de stopper l'élan du mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) qui se développe.

Traduction: E.C pour l'Agence Média Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

---

# Ne croyez pas aux excuses d'Orange pour ne pas pouvoir mettre fin à sa complicité avec les crimes d'Israël

Ali Abunimah, mardi 04/06/2015

Confronté à une campagne de boycott internationale en croissance, le PDG du géant français des télécom, Orange, dit que sa société veut mettre fin à son association avec son partenaire israélien, Partner Communications.

Mais Stéphane Richard prétend que, contractuellement, ce n'est pas possible. Cet argument ne tient pas la route une seule seconde.

« **Croyez moi, je résilierais le contrat demain si je le pouvais** » a dit Richard au Caire mercredi. Ses propos ont aussi entraîné une réaction immédiate de la part d'officiels israéliens. Il s'adressait alors au *Daily News Egypt* à son arrivée dans la capitale égyptienne où il était venu faire une conférence de presse destinée à s'opposer au boycott croissant de sa succursale locale, Mobinil.

Le mois dernier, BDS Égypte a lancé un boycott de Mobinil, qui est contrôlé à 99% par Orange. Avec au moins 33 millions de clients de Mobinil, l'Égypte est un des plus gros marchés de la firme française.

## Le profit tiré des crimes d'Israël

Orange opère en Israël dans le cadre d'une franchise avec Partner Communications Ltd. qui est une société indépendante. Partner paie des royalties à Orange et une part des bénéfices qu'elle réalise, pour l'utilisation du nom de la marque.

Dans ce montage, Orange participe aux violations systématiques des droits des Palestiniens, selon une enquête publiée le mois dernier par une coalition d'organisations de défense des droits humains et de syndicats français et palestiniens.

Le rapport signale qu'Orange tire profit des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée puisque Partner gère des centaines de tours de télécommunications et autres équipements, dont la plupart sont sur des propriétés privées volées aux Palestiniens.

Ce qui a particulièrement causé de la colère, c'est qu'Orange Israël sponsorise directement des unités de l'armée israélienne, dont la brigade de tanks Ezuz qui a directement participé à l'un des épisodes les plus sanglants de l'assaut de l'été dernier sur Gaza qui a tué plus de 2 200 palestiniens.

Fait notable, le gouvernement français détient un quart des parts d'Orange : la France est ainsi un bénéficiaire direct d'activités économiques dans les colonies, ce qui est jugé illégal.

Orange, directement et via ses filiales, a environ 250 millions de clients dans des dizaines de pays.

Orange opère à travers différents accords de propriété : sous le nom EE au Royaume Uni, Mobistar en Belgique, Médi Télécom au Maroc et Korek Télécom en Irak.

La société opère sous le nom d' « Orange » en France, Espagne, Jordanie et Tunisie, entre autres.

## **Un propriétaire milliardaire anti-BDS**

Ironie : l'actionnaire principal de Partner est le milliardaire israélo-américain Haïm Saban, qui s'est associé au magnat des casinos Sheldon Adelson, pour convoquer une réunion au sommet secrète de « méga donateurs juifs » destinée

à combattre le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

En réaction aux propos de Richard, Saban a déclaré qu'il était fier de posséder Partner et qu'il ne serait pas « dissuadé par des menaces ».

## **Un risque financier énorme**

Richard, le PDG d'Orange a prétendu que le contrat avec Partner datait d'avant qu'Orange ne soit racheté et fusionné avec France Telecom. Mais le contrat a été renouvelé en 2011 et amendé cette année.

« Nous n'avons pas renouvelé le contrat, nous voulions en changer les termes et inclure une date de fin, étant donné qu'il n'y en avait pas dans la version précédente, ce qui ne nous donnait pas la possibilité de dénoncer le contrat » a dit Richard à propos du récent amendement.

L'ensemble du contrat n'est pas public, mais un communiqué de presse d'avril établit que le contrat est prévu pour durer jusqu'en 2025.

Richard a expliqué qu'essayer de résilier le contrat exposerait la société à un « énorme risque financier ».

« La seule autre possibilité serait de s'engager dans un litige avec le partenaire et je regrette de dire que s'engager dans un litige quand vous n'avez aucune base légale dans le système judiciaire israélien, est quelque chose que je ne recommanderais pas à ma société » a-t-il dit. « Je ne veux pas payer des centaines de millions d'euros juste parce que j'ai à risquer des pénalités ».

Dans des déclarations complémentaires rapportées par l'agence *Associated Press*, Richard a reconnu que le rôle d'Orange en Israël est « une question sensible ici en Égypte mais pas seulement en Égypte ».

## **Pas convaincant**

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles les arguments de Richard ne sont pas convaincants.

Il dit qu'Orange n'aurait « aucune base légale » face à la justice israélienne et pourrait être confronté à d'énormes pénalités en cas de résiliation prématurée du contrat.

Mais Orange ne possède pas Partner est vraisemblablement peu de biens en Israël qui pourraient être saisis en cas de jugement défavorable par un tribunal israélien.

L'atout maître d'Orange est sa marque et celle-ci est dégradée par la participation directe de son partenaire israélien à des activités criminelles contre les Palestiniens.

Tout contrat d'affaires correctement rédigé doit avoir une clause de résiliation en cas de force majeure, ou dans le cas où l'une des parties contractantes est engagée dans des activités criminelles.

Même si des tribunaux israéliens sont susceptibles de ne pas considérer l'occupation, la colonisation et les crimes de guerre comme des activités criminelles, Orange pourrait certainement plaider devant des tribunaux français ou d'autres que les activités de Partner en Cisjordanie occupée et dans la bande de Gaza sont illégales au regard du droit international.

## **“Illégalité”**

Orange pourrait dire qu'il n'est tout simplement pas obligé de participer à des crimes.

Il pourrait pointer le fait que le gouvernement français a mis en garde les entreprises françaises contre le fait d'avoir des activités dans les colonies des territoires occupés.

Parce que les colonies sont « illégales au regard du droit



international », le gouvernement français déclare qu'il « existe des risques liés aux activités économiques et financières dans les colonies », y compris « des risques juridiques et économiques ».

Orange peut aussi citer la nouvelle doctrine sur la responsabilité des entreprises face aux abus majeurs en matière de droits humains.

Il pourrait donc annuler le contrat au motif que Partner l'expose à des risques juridiques et moraux inacceptables.

Orange pourrait non seulement argumenter qu'il ne doit pas un sou à Partner, mais il devrait aussi demander à Partner de verser une compensation à Orange pour toute nuisance à sa réputation causée par les activités criminelles de Partner.

En fin de compte, au pire des cas, si Orange avait à payer des indemnités à Partner, il devrait calculer ce qui serait le moins cher d'un point de vue d'entreprise: diminuer ses pertes maintenant ou rester complice de l'apartheid israélien et des crimes de guerre pour dix ans de plus.

Je concède que je ne suis pas juriste, mais même ainsi je peux envisager plusieurs moyens dont Orange pourrait se saisir s'il voulait vraiment ne plus être complice des crimes d'Israël.

Il est impossible de croire que les avocats d'affaires bien payés d'Orange et ses consultants ont déjà soigneusement considéré les options possibles et les ont rejetées.

En dépit des affirmations de Richard selon lesquelles les profits retirés d'Israël sont maigres pour la taille d'Orange, la seule conclusion raisonnable de sa conférence de presse précipitée au Caire, est que c'est un coup publicitaire pour répandre la colère.

Il est clair qu'Orange ressent la pression chez lui et à l'étranger, mais Richard ne cherche que des prétextes pour

maintenir le *statu quo*.

Si Orange était sérieux, la moindre des choses, de la part de Richard, serait d'annoncer que sa société consulterait des juristes, le gouvernement français et des organisations de défense des droits humains pour étudier comment accélérer sa sortie d'Israël aussi tôt que possible.

## Colère israélienne

Il existe certes une autre possibilité : la colère que les propos de Richard ont déjà causée en Israël pourrait conduire le public à hâter la sortie d'Orange par le boycotter à son tour ?

Tzipi Hotovely – nouvelle vice-ministre des affaires étrangères qui croit que le monde entier devrait se soumettre aux justifications bibliques de l'occupation et de la colonisation israéliennes – a déjà, paraît-il, convoqué une réunion de crise à ce sujet.

Traduction SF pour BDS France

source : Electronic Intifada  
: <http://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/dont-buy-oranges-excuse-why-it-cant-end-its-complicity-israeli-crimes>

photo : Service gratuit d'Orange aux soldats israéliens déployés près de Gaza pendant l'assaut de l'été dernier qui a tué plus de 2 200 Palestiniens. La filiale israélienne de la firme française de télécommunications a « adopté » une unité militaire en action là où des centaines de civils ont été tués (via [Frumline](#))

---

# Sous la pression du boycott, Orange cherche à prendre ses distances avec les opérations israéliennes

Par Ali Abunimah , Jeudi 28/05/2015

L'entreprise de télécommunications multinationale [Orange](#) cherche à prendre ses distances avec son partenaire israélien alors qu'elle fait face à une pression croissante d'un boycott visant sa filiale égyptienne [Mobinil](#).

Mais [BDS Egypte](#), organisateur du boycott de Mobinil, a rejeté les déclarations de l'entreprise qualifiées de « tromperie éhontée » et a dénoncé une volonté de tromper le public égyptien.

La campagne a affirmé que le boycott de Mobinil se poursuivra jusqu'à ce qu'Orange mette fin à son contrat avec sa filiale israélienne [Partner Communications](#) pour sa complicité dans les violations des droits de l'homme et les crimes de guerre commis contre les Palestiniens.

Mobinil, avec au moins 33 millions de clients en Egypte, est détenue à plus [de 99 pour cent par Orange](#), faisant de l'Égypte un des plus grands marchés de la multinationale basée en France.

Pendant ce temps, des militants français ont accru la pression, organisant un rassemblement mercredi à Paris devant le lieu où Orange tenait son assemblée générale annuelle des actionnaires.

## La pression monte en Egypte

Il n'a fallu que quelques jours pour que la campagne de boycott, [lancée en Egypte samedi dernier](#) , n'attire l'attention des médias nationaux et ne suscite une réaction défensive de la filiale d'Orange.

Le boycott a bénéficié d'un [coup de pouce de haut-rang](#) par la personne de Hamdeen Sabahy, le candidat à l'élection présidentielle démocratique de 2012 ainsi qu'à l'élection [truquée](#) de 2014, exhortant ses 2,6 millions d'abonnés sur Twitter à soutenir le boycott contre Mobinil et à changer de fournisseur de services mobiles.

La société a réagi rapidement, via [son compte Twitter officiel](#) niant l'existence de preuves irréfutables des connexions existant entre Orange et l'entreprise israélienne Partner Communications.

Le directeur général de Mobinil Yves Gauthier a affirmé dans [des déclarations publiées par le site égyptien youm7.com](#) qu'Orange « n'a pas de présence opérationnelle en Israël, et n'a aucun lien de propriété avec la société israélienne Partner Communications. »

Gauthier a ajouté que le contrat en vertu duquel Partner Communications opère sous l'appellation Orange Israël était un héritage d'accords du passé datant de 1998.

### **«Malhonnêteté éhontée »**

Dans un [communiqué publié sur sa page Facebook](#) , BDS Egypte a rejeté les affirmations de Gauthier les qualifiant de «malhonnêteté éhontée par lequel l'entreprise cherche à dissimuler sa complicité dans les crimes de l'occupation [israélienne]. »

En fait, Orange opère en Israël à travers un contrat de franchise avec la société indépendante Partner Communications Ltd.

Orange participe à des violations systématiques des droits des Palestiniens, selon une [enquête publiée ce mois-ci](#) par une coalition d'organisations syndicales et des droits de l'homme françaises et palestiniennes.

Le rapport note qu'Orange tire profit des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée dans la mesure où la société Partner gère des centaines d'antennes de télécommunication et autres infrastructures, en grande partie sur des terres confisquées à des Palestiniens.

Il existe également des dizaines de boutiques de la marque Orange dans les colonies, construites par Israël en Cisjordanie en violation du droit international.

## **Soutien aux massacres de Gaza**

Ce qui a particulièrement généré l'indignation est le fait qu'Orange Israël parraine directement deux unités militaires israéliennes, dont l'une – la *Ezuz tank brigade* – a directement participé à certaines des opérations les plus sanglants de l'assaut de l'été dernier sur la bande de Gaza qui a tué plus de 2200 Palestiniens.

En Avril, [The Electronic Intifada a révélé](#) que Ezuz était présente à deux endroits dans la bande de Gaza – près de Khan Younis et de Rafah – à des moments précis où des centaines de civils ont été tués et des milliers de maisons détruites.

Orange Israël, en outre, fournit des services gratuits aux soldats israéliens et a envoyé trois unités mobiles vers le front pour répondre à tous leurs besoins.

Le PDG de Mobinil Gauthier a ajouté qu'Orange était contractuellement défendue d'interférer dans les activités de Partner en Israël. Mais son affirmation que le contrat avec la société israélienne était en quelque sorte un héritage du passé est démentie par le fait que le contrat lucratif a été [renouvelé en 2011](#) .

Il a été [modifié à nouveau en Avril](#) , portant la durée du renouvellement du contrat à dix ans et incluant une augmentation des redevances versées par Partner à Orange pour l'utilisation de sa marque.

À la lumière de ces faits, BDS Egypte a mis en garde Mobinil que « cette tentative de tromper le peuple égyptien ne fonctionnera pas. »

« Si Orange souhaite s'acquitter de ces crimes », a-t-il ajouté, la société « devrait prendre la bonne décision de mettre fin à son contrat avec la société israélienne Partner, de stopper son soutien à l'occupation et de cesser de tirer profit de cet odieux accord. »

BDS Egypte a publié un [rapport détaillé en arabe](#) sur les

activités d'Orange en Israël ainsi qu'en Cisjordanie occupée.

## **Manifestation à Paris**

Mercredi à Paris, des militants de [BDS France](#) – flanqués de perruques orange – se sont rassemblés devant le Palais des Congrès où Orange tenait sa réunion annuelle:

L'Etat français détient 25 pour cent des actions d'Orange, ce qui signifie que le gouvernement tire profit des colonies israéliennes auxquelles il prétend officiellement s'opposer.

Des [Organisations de la société civile française et des syndicats](#) ont exhorté le gouvernement à mettre fin à sa complicité.

Dans un [communiqué publié sur son site web](#), BDS France a précisé que le PDG d'Orange Stéphane Richard a déclaré aux actionnaires que la société cherche à étendre ses activités au Moyen-Orient – où elle opère déjà en Tunisie, en Jordanie, en Irak, en Égypte ainsi qu'en Israël.

L'organisation ajoute : « Mais il n'a pas mentionné la relation honteuse de l'entreprise avec Partner. »

« Grace aux récentes révélations de The Electronic Intifada, nous avons pu voir jusqu'à quel point va la complicité avec le régime israélien, » a déclaré BDS France en référence à l'appui d'Orange Israël aux unités militaires israéliennes à Gaza.

La campagne a rappelé à Orange les « échecs commerciaux d'une autre société française, Veolia, suite à sa complicité avec les politiques coloniales et d'apartheid d'Israël. »

Après avoir été pendant des années la cible des militants et perdu des milliards en contrats, Veolia a été [forcé de céder](#) la quasi-totalité de ses activités liées à l'occupation israélienne en Cisjordanie.

BDS Egypte et BDS France ont mis en ligne des pétitions conjointes en [anglais](#), [français](#) et [arabe](#) exhortant Orange à mettre fin à son accord avec Partner.

Ils ont également été tweeté utilisant le hashtag [#OrangeSanguine](#) et [#قاطع\\_موبينيل](#) (boycott Mobinil).

Traduction Youssouf R. pour BDS France



Source: Electronic Intifada :  
[http://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/under-boycott-pressure-orange-tries-distance-itself-israeli-operation?utm\\_source=EI+readers&utm\\_campaign=7137aa72b1-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_e802a7602d-7137aa72b1-299171081](http://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/under-boycott-pressure-orange-tries-distance-itself-israeli-operation?utm_source=EI+readers&utm_campaign=7137aa72b1-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_e802a7602d-7137aa72b1-299171081)

Les militants protestent devant l'assemblée générale annuelle d'Orange au Palais des Congrès à Paris, le 27 mai ([BDS France](#))

---

# La France lance à l'ONU une nouvelle tentative en vue de saper les droits des Palestiniens

Par Ali Abunimah, le mercredi 20 mai 2015

L'administration du président français François Hollande est déterminée à combattre les droits des Palestiniens en France et au delà.(présidence française)

Le gouvernement du président français François Hollande renouvelle ses efforts pour saper de façon irréparable les droits fondamentaux des Palestiniens, en particulier ceux des réfugiés.

Le journal '[Le Figaro](#)' s'est procuré le texte d'un projet de résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU que l'administration Hollande a l'intention de présenter avant le mois de septembre.

Cette résolution peut être vue comme l'équivalent au niveau international des [mesures énergiques prises en France à](#)

[l'encontre du soutien à la Palestine](#) sous couvert de lutte contre l'antisémitisme.

La résolution graverait dans le marbre le principe sioniste et ségrégationniste « [deux états pour deux peuples](#) »

Elle parle également de « compensation » pour les réfugiés palestiniens plutôt que de leur droit de retrouver les terres dont ils ont été expulsés et empêchés d'y revenir juste parce qu'ils n'étaient pas Juifs.

Selon 'Le Figaro', le ministre français des affaires étrangères Laurent Fabius a soumis le projet de texte à des gouvernements arabes.

La résolution définirait une durée limite de 18 mois aux négociations en vue d'atteindre « une paix juste, durable et globale » entre Israéliens et Palestiniens.

Si aucun accord n'était atteint à l'issue de cette période, la France reconnaîtrait officiellement un « Etat de Palestine » qui n'existe pas.

## **Défense du programme israélien**

Le texte de la résolution reprend des formulations de feu le « processus de paix » qui avaient été soigneusement écrites pour autoriser Israël à maximiser son annexion des territoires occupés et à conserver les colonies qu'il y avait mises en place en violation du droit international.

Il appelle à la création d'un état palestinien « sur la base des frontières du 4 juin 1967, moyennant des échanges mutuellement agréés de territoires équivalents », tout en plaçant les soi-disant « préoccupations sécuritaires » d'Israël au « coeur des futures négociations ».

Comme [je l'ai noté auparavant](#), le terme « sur la base » devrait être considéré avec autant de sérieux que lorsqu'un téléfilm prétend être construit « sur la base » d'une histoire

vraie.

Un autre aspect recyclé de la résolution est la demande que « l'état » de Palestine soit « démilitarisé » accompagné d'un retrait d'Israël de son territoire étalé sur une période non spécifiée qui peut même, selon les termes des accords d'Oslo en 1993, s'étendre à l'infini.

Alors que les Palestiniens seraient désarmés, aucune limitation n'est prévue concernant les forces militaires dont Israël a usé depuis des dizaines d'années pour le nettoyage ethnique et la conquête de territoires appartenant aux Palestiniens et aux états voisins.

## **Pas de droit au retour**

En ce qui concerne les réfugiés, le texte de la France appelle à « une solution juste, équilibrée et réaliste au problème des réfugiés », en soulignant qu'elle devrait s'appuyer sur un « mécanisme de compensation ».

Il s'agit évidemment d'une autre concession manifeste au refus d'Israël d'autoriser les réfugiés palestiniens à revenir, afin qu'Israël puisse maintenir une majorité juive – une volonté raciste qui va à l'encontre du droit des réfugiés, inscrit dans la loi et mis en oeuvre en Bosnie, de revenir chez eux même si les autorités locales sont sectaires envers leur groupe ethnique ou religieux.

## **La ségrégation gravée dans le marbre**

A propos de l'adoption dans le texte de la formulation « deux états pour deux peuples », *Le Figaro* commente : « Cette mention, en apparence anodine, constitue l'amorce d'une concession aux Israéliens qui, depuis de nombreuses années, demandent la reconnaissance du caractère juif de leur état. Une revendication que les Palestiniens jugent inacceptable, dès lors qu'un cinquième de la population israélienne est constituée d'Arabes musulmans ou chrétiens. ».

J'ai déjà noté auparavant que cette formulation, mise en avant par la femme politique israélienne Tzipi Livni lors des précédents cycles de négociation, a précisément pour fonction de légitimer la demande d'Israël qu'il lui soit garanti un droit de discrimination contre les Palestiniens, en particulier les citoyens palestiniens d'Israël et les réfugiés.

*Le Figaro* note encore que le projet de texte s'en tient à une « formule vague » pour dire que Jérusalem devrait être « la capitale des deux futurs états ».

## **Pire que la dernière résolution**

En décembre dernier, une résolution similaire proposée par la Jordanie, au nom de l'Autorité Palestinienne, a échoué à obtenir une majorité au Conseil de Sécurité. Ce fut un grand soulagement.

Avant que le vote ait lieu, j'ai expliqué pourquoi je voulais que les Etats-Unis opposent leur veto, à la résolution, à cause des dégâts qu'elle provoquerait sur les droits des Palestiniens. J'ai défendu l'idée que, si elle était adoptée, cette faible résolution aurait pour effet de nier des résolutions existantes beaucoup plus fortes.

Evidemment, je comprenais qu'aucun veto des Etats-Unis ne serait motivé par mes préoccupations, mais je pensais qu'un échec de la résolution du à un veto des Etats-Unis serait une meilleure chose que de la voir être acceptée.

Le nouveau projet de la France est apparemment même pire pour les Palestiniens. que celui qui a été rejeté en décembre.

Comme l'a écrit Joseph Massad, professeur à l'Université Columbia : les initiatives en vue de « reconnaître » « l'état de Palestine » sont en fait des tentatives des états européens de protéger Israël en tant qu'état raciste ([voir l'article de Massad](#)).

J'espère que les amis de la cause palestinienne en France ne seront pas séduits par les promesses de l'administration Hollande de « reconnaître » [un état palestinien imaginaire](#) et n'apporteront pas un soutien malencontreux à ce plan.

A la place, ils devraient insister dans tous les forums possibles qu'il ne peut pas y avoir quelque chose comme la paix sans récupération de tous leurs droits humains et politiques par tous les Palestiniens.

Source: Electronic Intifada :

<http://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/france-launches-new-un-effort-undermine-palestinian-rights>

---

## **Tournée BDS exceptionnelle avec Ali Abunimah du 7 au 10 juillet**

Il s'agira alors d'échanger avec le journaliste et essayiste Ali Abunimah, fondateur du site d'info de référence <http://electronicintifada.net> et auteur du dernier ouvrage « The battle for Justice in Palestine ».

A la veille de la commémoration du dernier massacre israélien à Gaza l'été dernier (plus de 2200 palestiniens assassinés), cette rencontre exceptionnelle sera une opportunité unique de rencontrer l'une des références en matière d'information et d'analyse .

Ali Abunimah fera une tournée dans plusieurs villes :

- Paris : 7 juillet : 19H Salle AGECA (Paris 11ème)  
[voir détails](#)

- Bordeaux : 8 juillet
  - Montpellier: 9 juillet ( Montpellier 19h Salle JACQUES 1er D'ARAGON) [voir détails](#)
  - Lyon : 10 juillet (à la Maison des Passages, 44 rue Saint Georges 69 005 LYON (Métro Vieux Lyon) à 19H )plus d'infos :  
<http://www.bdsfrance.org/>  
<http://electronicintifada.net/>  
<http://www.haymarketbooks.org/pb/The-Battle-for-Justice-in-Palestine>  
@campagnebds  
@aliabunimah
- 

## Explications de l'OLP suite aux déclarations d'Abbas en Afrique du Sud

*Sous la pression, l'OLP essaie de limiter les dégâts provoqués par l'attaque d'Abbas contre le boycott d'Israël*

Ali Abunimah, 20 décembre 2013.

Ebranlée par les critiques des activistes palestiniens et internationaux, l'Autorité Palestinienne (AP) s'est écartée des commentaires de son dirigeant *de facto* Mahmoud Abbas qui a désavoué le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). En Afrique du Sud pour la commémoration de Nelson Mandela au début du mois, Abbas a déclaré : « Non, nous ne soutenons pas le boycott d'Israël ».

Contrairement à la position du Comité National de Boycott



(BNC) – le comité directeur de la campagne BDS – Abbas a dit que toute initiative de boycott devait se limiter aux produits fabriqués dans les colonies israéliennes, en Cisjordanie occupée.

Omar Barghouti, co-fondateur de la campagne BDS et parlant en son nom propre, a récusé les commentaires d'Abbas. Le Comité Palestine Solidarité en Afrique du Sud a dit que les déclarations d'Abbas étaient « choquantes » et représentaient « une attaque contre le mouvement mondial de solidarité. »

Les propos d'Abbas ont été en revanche bien accueillis par les soutiens d'Israël toujours prompts à saper et à discréditer BDS.

## **Communiqué de l'ambassade de l'OLP**

Mais aujourd'hui, dans une déclaration commune avec le groupe de la campagne BDS Afrique du Sud, l'ambassade de l'Organisation de Libération de la Palestine à Pretoria, qui est fidèle au régime *de facto* d'Abbas, a tenté de calmer la fureur.

Le communiqué réaffirme l'appel du régime d'Abbas au boycott, précisément les produits des colonies, mais ajoute :

*« L'Organisation de Libération de la Palestine et l'Etat de Palestine ne s'opposent pas au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancé par la société civile palestinienne contre Israël. Les responsables et les dirigeants palestiniens respectent et soutiennent le droit de la société civile palestinienne d'initier et de mener des campagnes BDS mondiales contre Israël comme moyen d'obtenir les droits inaliénables du peuple palestinien, parmi lesquels le droit suprême à l'auto-détermination. De plus, la direction palestinienne a toujours profondément apprécié le travail des groupes et militants de la solidarité internationale en Afrique du Sud et ailleurs, dont ceux qui sont impliqués dans le mouvement mondial BDS, pour le respect du droit*

*international et des principes universels des droits de l'homme en soutenant la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'auto-détermination. Nous sommes parfaitement conscients que la solidarité internationale, en particulier les boycotts, désinvestissement et sanctions (BDS) furent un des quatre piliers de la lutte contre l'apartheid ici en Afrique du Sud. »*

La déclaration n'est pas une ratification de la campagne BDS mais elle vise spécifiquement à contrer les tentatives des propagandistes israéliens d'utiliser les déclarations d'Abbas contre le mouvement de solidarité.

La déclaration commune se félicite également « *de la résolution de boycott universitaire adoptée par l'American Studies Association [ASA]* » ainsi que diverses autres décisions internationales récentes de boycott des activités spécifiquement reliées aux colonies. La résolution de l'ASA, en particulier, ne limite pas son appel au boycott aux seules institutions israéliennes en Cisjordanie occupée.

En outre, le fait que l'Autorité palestinienne dirigée par Abbas ait jugé nécessaire de diffuser une telle déclaration démontre sa faiblesse politique face au soutien palestinien et international croissant pour la campagne BDS. On doit considérer ceci comme un message clair aux activistes de la solidarité internationale que l'AP ne peut pas faire obstacle à ou saper leurs efforts.

## **Débordements**

Il faut également replacer la controverse dans un contexte de tentatives de contrôle des dégâts similaires provoqués par des débordements antérieurs où Abbas a exprimé des positions hostiles aux droits palestiniens et à la lutte pour les obtenir.

L'an dernier, Abbas a provoqué une vague d'indignation parmi les Palestiniens lorsqu'il a déclaré à la télévision

israélienne qu'il renonçait au droit des réfugiés palestiniens à revenir chez eux. Dans les « clarifications » consécutives, Abbas a tenté de limiter les dégâts et la confusion en accusant les médias d'avoir « déformé » ses commentaires.

Mais sur le fond, ses déclarations successives sont dans la ligne de sa volonté, ancienne, d'accepter les exigences israéliennes, à savoir que les Palestiniens dans leur grande majorité devraient être définitivement exclus de leur patrie, au prétexte purement raciste qu'ils ne sont pas juifs.

De même, il faut considérer la déclaration d'aujourd'hui comme un signe que l'AP comprend qu'elle ne peut pas imposer ses opinions impopulaires à la société civile palestinienne. Mais cela ne signifie pas qu'elle y a complètement renoncé.

## **Déclaration**

DECLARATION COMMUNE DE « L'AMBASSADE DE L'ETAT DE PALESTINE EN REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD » ET DE « BDS AFRIQUE DU SUD »

***Clarifications concernant des commentaires faits par le président palestinien Mahmoud Abbas alors qu'il était en Afrique du Sud sur le boycott des colonies et des produits israéliens***

***Des commentaires récents exprimés en Afrique du Sud par le Président palestinien Mahmoud Abbas (et Président de l'Organisation de Libération de la Palestine) au sujet du boycott des colonies et des produits israéliens semblent avoir été sortis de leur contexte et mal interprétés par quelques membres des médias et du lobby israélien. Certains journalistes et lobbyistes israéliens ont rapporté que le Président Abbas, lors d'une conférence de presse sud-africaine, a dit qu'il est opposé au boycott international. Ceci est faux. L'Ambassade de l'Etat de Palestine en Afrique du Sud et BDS Afrique du Sud souhaitent confirmer les positions suivantes :***

***1) Nous, avec les organismes internationaux, dont***

*l'Organisation des Nations Unies, considérons les colonies israéliennes en territoires palestiniens occupés en 1967 comme illégales et toutes les activités avec ces colonies illégales comme une violation du droit international ;*

*2) Les colonies de peuplement d'Israël violent plusieurs résolutions de l'ONU et continuent d'être l'obstacle principal au processus de paix ;*

*3) Dans l'idée que les colonies israéliennes sont illégitimes et une obstruction à une paix juste, l'Autorité palestinienne a en conséquence lancé un boycott officiel de tous les produits des colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé ;*

*4) En 2010, l'Autorité palestinienne a promulgué une loi, signée par le Président Mahmoud Abbas, interdisant les produits, le commerce, les relations avec les colonies illégales et autres activités avec ces entités illégales construites en territoires palestiniens occupés en 1967 ;*

*5) L'Organisation de Libération de la Palestine et l'Etat de Palestine ne s'oppose pas au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancé par la société civile palestinienne contre Israël. Les responsables et les dirigeants palestiniens respectent et soutiennent le droit de la société civile palestinienne à initier et à mener des campagnes mondiales BDS contre Israël comme moyen d'obtenir les droits inaliénables du peuple palestinien, parmi lesquels le droit suprême à l'auto-détermination. De plus, la direction palestinienne a toujours profondément apprécié le travail des groupes et militants de la solidarité internationale en Afrique du Sud et ailleurs, dont ceux qui sont impliqués dans le mouvement mondial BDS, pour le respect du droit international et des principes universels des droits de l'homme en soutenant la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'auto-détermination. Nous sommes parfaitement conscients que la solidarité internationale, en particulier le*

*boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) furent un des quatre piliers de la lutte contre l'apartheid ici en Afrique du Sud ;*

*6) L'an dernier, en décembre 2012, un membre représentant l'OLP a déclaré dans son discours au Congrès National Africain (ANC) : « Le [bras international de la] lutte sud-africaine a commencé avec la campagne de boycott des raisins et du vin d'Afrique du Sud, de même les colonies israéliennes illégales peuvent être mises en échec par le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS) ». Le 14 décembre, le Fatah (l'organisation qui dirige l'Organisation de Libération de la Palestine et l'Autorité palestinienne) a adressé une lettre officielle au Président sud-africain, Jacob Zuma, et aux membres de l'ANC, exprimant que « le Fatah appuie sans réserve le mouvement BDS. » ;*

*7) Tandis que le mouvement BDS est concentré au sein de la société civile, à un niveau gouvernemental, l'Etat de Palestine appelle tous les pays à assumer leurs responsabilités en vertu du droit international en commençant par mettre immédiatement fin à tous commerces et relations avec des entreprises venant de ou impliquées dans les colonies israéliennes illégales ;*

*8) Nous saluons la décision récente de l'Union européenne d'interdire les relations financières avec des entités israéliennes opérant dans les colonies israéliennes illégales installées dans les territoires palestiniens occupés en 1967 ; les instructions récentes du gouvernement britannique qu'aucune entreprise ne doit fonctionner à Jérusalem Est ni participer à aucune activité liée aux colonies israéliennes illégales ; la résolution de boycott académique adoptée par l'American Studies Association ; et la décision, la semaine dernière, prise par Vitens, l'Autorité néerlandaise de l'Eau, de mettre fin à ses relations avec Mekorot, la compagnie nationale israélienne de l'eau, complice dans les colonies israéliennes illégales.*

*Le peuple palestinien vaincra ; si Nelson Mandela et le peuple d'Afrique du Sud ont vaincu l'apartheid, les Palestiniens aussi vaincra l'occupation israélienne des terres palestiniennes.*

---

Source :

<http://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/under-pressure-plo-tries-limit-damage-abbas-attack-israel-boycott>

Traduction: Mireille

---

## **En Afrique du Sud, Mahmoud Abbas s'oppose au boycott d'Israël**

Mahmoud Abbas, leader de facto de l'Autorité Palestinienne basée à Ramallah, a prononcé sa déclaration la plus claire s'opposant à la campagne mondiale de [Boycott, Désinvestissement, Sanctions](#) contre Israël en solidarité avec le peuple palestinien. Ses commentaires infligent une ferme condamnation des activistes palestiniens et sud-africains.

Par ailleurs il est apparu que le grand rabbin qui a parlé à la cérémonie pour Mandela est un partisan engagé de la colonisation israélienne de terres spoliées, qui refuse d'admettre les abus d'Israël à l'encontre des droits palestiniens et a vécu dans une implantation juive radicale.

**Abbas s'oppose au BDS**



**« Non nous ne soutenons pas le boycott d'Israël » a dit Mahmoud Abbas à une conférence de presse en Afrique du Sud, à l'occasion du mémorial Mandela auquel il assistait, rapportait le quotidien The Star le 11 décembre 2013. (1)**

« Nous demandons à chacun de boycotter les produits des colonies. Parce que les colonies sont sur nos territoires. C'est illégal. Mais nous ne demandons à personne de boycotter Israël lui-même. Nous avons des relations avec Israël, nous avons une reconnaissance mutuelle avec Israël ».

Ce qu'Abbas entend par « reconnaissance mutuelle » n'est pas clair. Alors qu'Abbas et l'Organisation de Libération de la Palestine ont reconnu Israël, Israël ne reconnaît pas un état palestinien ni même aucun des droits des Palestiniens et il continue à voler agressivement des terres palestiniennes.

### **« Oublieux » de la lutte palestinienne**

La déclaration d'Abbas est en conflit « avec le consensus national palestinien qui a fermement soutenu BDS contre Israël depuis 2005 » a affirmé Omar Barghouti à E.I.

Barghouti, qui est l'un des fondateurs du mouvement, a souligné qu'il commentait à titre personnel.

« Il n'y a aucun parti politique, syndicat, réseau d'ONG ni organisation de masse en Palestine qui ne soutienne fortement BDS. Aussi un responsable palestinien dépourvu de mandat démocratique et de tout soutien public réel ne peut prétendre parler au nom du peuple palestinien quand il s'agit de décider nos stratégies ou notre résistance au régime d'occupation, de colonisation et d'apartheid israéliens » ajoute Barghouti.

L'appel civique palestinien pour le BDS incite « les gens de conscience partout dans le monde à imposer un large boycott et

à mettre en œuvre des initiatives de désinvestissement à l'encontre d'Israël, comme on les avait appliqués à l'Afrique du Sud de l'époque apartheid » et ne restreint pas ces campagnes aux seules marchandises des colonies.

« Tout responsable palestinien qui aujourd'hui s'exprime explicitement contre un boycott d'Israël – et en particulier dans un pays comme l'Afrique du Sud, où le parti au pouvoir, les principaux syndicats, les églises et d'autres groupes de la société civile ont chaudement – approuvé BDS – montre simplement combien il est loin des aspirations de son propre peuple pour la justice, la liberté et l'égalité, et combien il oublie notre lutte pour ses droits inaliénables » développe Barghouti.



**De plus en plus de gens dans le monde manifestent avec les Palestiniens pour dénoncer l'apartheid en Israël (Mamoun Wazwaz / APA images)**

Israël et son lobby en Afrique du Sud seront particulièrement satisfaits d'entendre le commentaire d'Abbas, qui arrive quelques semaines après que la ministre sud-africaine des Relations Internationales, Maite Nkoana-Mashabane, a dit que son pays réduisait ses relations avec Israël

### **Comme des leaders de bantoustans**

Salim Vally, porte-parole du Comité de Solidarité avec la Palestine en Afrique du Sud a dit à E.I. que les commentaires d'Abbas étaient « choquants » et constituaient une « attaque contre le mouvement global de solidarité ».

Les paroles d'Abbas étaient « semblables à ce qu'auraient dit autrefois nos leaders de bantoustans, ce qui a le pouvoir de défaire tout le travail du mouvement de solidarité qui est



soutenu par la vaste majorité des Sud-Africains » ajoute Vally.

Les bantoustans étaient des « états » en principe indépendants créés par le régime de l'apartheid, avec des dirigeants fantoches pour travestir et légitimer l'apartheid ». Mandela et son mouvement se sont battus contre les dirigeants de bantoustans toute leur vie » explique Vally.

### **Saper la lutte palestinienne**

Ce n'est pas la première fois qu'Abbas et l'A.P. cherchent à saper un mouvement BDS de plus en plus reconnu.

En 2010 l'AP lançait une campagne qui fit long feu et qui incitait les Palestiniens à boycotter les marchandises coloniales. Tout en se faisant bien entendre par les uns, comme je l'écrivais à ce moment-là, son vrai but paraissait de saper le mouvement BDS aux visées plus étendues.

Abbas en personne prit part à cette campagne tout en poussant à faire du commerce avec Israël. « Nous ne boycottons pas Israël, parce que nous avons des accords et des importations avec lui » avait-il dit.

Le commerce avec Israël profite directement aux élites palestiniennes et à l'A.P., qui dépend totalement du bon vouloir israélien.

Un site web de l'A.P. à présent défunt, censé encourager le boycott des marchandises coloniales, déclarait même que « Concernant le commerce avec Israël, le ministre palestinien de l'Economie confirme qu'il continue sa coopération comme convenu au sommet de Paris [en 1994] ».

L'A.P. dirigée par Abbas est profondément engagée dans l'occupation israélienne et compte sur Israël pour avoir des armes à utiliser dans sa répression de toute forme de résistance palestinienne.

Récemment, en octobre, Abbas se vantait du travail accompli par les forces de sécurité A.P. pour l'armée d'occupation israélienne. L'A.P. a atteint un taux de succès de 100 % dans la coordination sécuritaire avec Israël » a dit Abbas.

Abbas a aussi mené une campagne implacable contre le droit au retour des réfugiés palestiniens. Les droits des réfugiés sont un pilier de l'appel BDS.

### **Le grand rabbin (colon) d' Afrique du Sud**

Cette semaine, le grand rabbin d'Afrique du Sud Warren Goldstein a été l'un des orateurs officiels à la cérémonie d'hommage à l'ancien président Nelson Mandela, et il a loué « la puissante capacité de pardon » de ce combattant pour la liberté.



### **Bannière BDS dans le stade de Soweto lors de la cérémonie d'hommage à Nelson Mandela (BDS South Africa)**

Goldstein a été éduqué dans une école religieuse radicale d'une colonie israélienne en Palestine occupée. C'est la yeshiva (école talmudique) de Beit El, l'organisation qui a fondé et exploite le réseau médiatique Arutz Sheva, identifié au sionisme religieux. Arutz Sheva, est une organisation d'extrême droite et anti-palestinienne.

Beit El est une colonie près de Ramallah en Cisjordanie occupée. Sa yeshiva fut fondée en 1977 par des colons juifs radicaux de l'école Mercaz Harav à Jérusalem.

Selon Haaretz, « les fondements des implantations religieuses en Cisjordanie ont été conçus à Mercaz Harav » et c'est de là que les premiers colons furent envoyés coloniser les territoires occupés après la guerre de 1967.

La Yeshiva de Beit El a été installée avec le soutien de l'armée d'occupation qui a fourni des logements aux colons dans une de ses bases.

Samedi dernier, l'écolier palestinien Wajih Wajdi al-Ramahi, 14 ans, était abattu par un sniper israélien. Selon le père de l'enfant, les balles qui ont tué son fils ont été tirées depuis la tour de guet de Beit El qui domine le camp de réfugiés voisin de Jalazone où vit cette famille.

### **Négationniste de l'occupation**

Conformément aux enseignements extrémistes de la yeshiva de Beit El, Goldstein lui-même a adopté des positions fortement anti-palestiniennes. Il va jusqu'à dénier l'occupation.

« Le mensonge ... c'est l'accusation d'occupation illégale de terres arabes » écrivait Goldstein dans une lettre à l'archevêque Desmond Tutu.

Qualifiant le vice ministre sud-africain aux Relations internationales Ebrahim Ebrahim « d'incapable de remplir des fonctions officielles », Goldstein a exigé qu'il démissionne en raison du soutien donné par le gouvernement aux droits palestiniens.

Goldstein a même accusé Ebrahim de « contrôler et de censurer l'information dans le style de l'apartheid », pour avoir appelé les Sud-Africains à éviter de visiter Israël en raison des abus contre les droits humains qui y sont perpétrés.

Dans une interview récente, Goldstein appelait toute comparaison entre l'occupation israélienne et l'apartheid sud-africaine « une allégation moderne de sacrifices humains ».

Baleka Mbete, présidente de l'ANC (African National Congress) et maîtresse de cérémonie au service d'hommage à Mandela, désapprouverait. L'an dernier, elle déclarait que le traitement qu'Israël réserve aux Palestiniens « est bien pire

que l'apartheid sud-africaine ». (2)


(1) article disponible sur :  
<http://www.pressdisplay.com/pressdi...>


(2) <http://electronicintifada.net/blogs...>





\* **Ali Abunimah** est l'auteur de « One Country, A Bold Proposal to End the Israeli-Palestinian Impasse ». Il a contribué à « The Goldstone Report : The Legacy of the Landmark Investigation of the Gaza Conflict ». Il est le cofondateur de la publication en ligne The Electronic Intifada et consultant politique auprès de Al-Shabaka, The Palestinian Policy Network.

**Du même auteur :**


 [La direction d'Al Jazeera ordonne le retrait d'un article de Joseph Massad, dans un acte de censure pro-Israël – puis, le remet](#)

 [Un soldat israélien diffuse une photo Instagram troublante d'un enfant dans la ligne de mire de son fusil](#)

 [Pourquoi la marque « Yes to Carrots » tente-t-elle de dissimuler ses liens avec Israël ?](#)

 [Touché par la campagne de boycott, Véolia se retire d'un important appel d'offres à Londres](#)

 [Quand les faits changent, la solution devrait suivre](#)

 [Un raciste et fasciste notoire va contrôler la Croix-Rouge israélienne](#)

Source: <http://www.info-palestine.net/spip.php?article14265>

12 décembre 2013 – Electronic Intifada – Vous pouvez consulter cet article à :

<http://electronicintifada.net/blogs...>

# Pourquoi la marque Yes To Carrots tente-t-elle de dissimuler ses liens avec Israël ?

Les efforts de Yes To pour minimiser ses liens israéliens – et le retrait préventif de beaucoup, sinon de la totalité, de sa fabrication vers les États-Unis – sont des indicateurs de la force grandissante du mouvement BDS et de la toxicité de la marque Israël. (Ces produits coloniaux ont été vu chez Séphora pour la France)

par Ali Abunimah, The Electronic Intifada



*Pourquoi la société Yes To ne dit-elle pas d'où provient la boue de la mer Morte qu'elle utilise et où elle a été traitée ?*

Examinez ces tubes aux couleurs brillantes et les pots de crème pour le visage, les shampoings et autres produits étiquetés « Yes To Carrots » et vous ne trouverez aucune mention d' « Israël ». Mais cela n'a pas toujours été le cas. Les cosmétiques – qu'on trouve dans les pharmacies aux États-Unis et dans deux douzaines d'autres pays – portaient autrefois clairement la mention « *made in Israel* ».

Effectivement, il y a quelques années seulement, les fondateurs de la société étaient fiers de leurs racines israéliennes et du fait que leurs produits étaient fabriqués dans la région d'Arad, dans le Néguev (Naqab), à partir de carottes biologiques et de boue tirée de la mer Morte.

Mais aujourd'hui, la société *Yes To*, qui fabrique également des produits contenant de la tomate, du concombre et de la myrtille, tout cela extrait sous le label « *Yes To...* », affirme dans un courriel : « *Nous avons lancé la société en Israël et rapidement nous sommes venus aux États-Unis. Nous sommes actuellement basés à San Francisco, ce qui a été génial étant donné le grand nombre de start-ups ici. Actuellement, tous les produits sont fabriqués ici, aux USA.* »

Mais quelle est vraiment la transparence de *Yes To* sur ses liens actuels avec Israël et ses fabrications en Israël ? *The Electronic Intifada* a enquêté, et **la société semble bien avoir caché sur son site d'utiles informations** qui montrent que la production se poursuit dans les territoires contrôlés par Israël, notamment peut-être en Cisjordanie occupée. Est-ce une tentative de la société pour minimiser ses liens avec Israël et échapper à un boycott des consommateurs dans le cadre de la [campagne palestinienne de boycott, désinvestissement et sanctions \(BDS\)](#) ?

« ***Les raisons du sionisme*** »

*Yes To Carrots* a commencé comme marque de fabrication *Sea of Life*, une société israélienne dont Uri Ben-Hur est le propriétaire, lequel Ben-Hur fabrique des cosmétiques qui utilisent les boues de la mer Morte. Au milieu des années deux mille, les entrepreneurs israéliens Ido Leffler et Lance Kalish ont racheté la marque en partenariat avec Ben-Hur.

« *Emballés par la combinaison du bêta-carotène et de la boue de la mer Morte* » publiait la revue d'affaires israélienne *Globes* en 2008, « *Leffler et Kalish décidèrent d'acheter le*

*produit et d'en faire une marque leader » ( Carrot power, Globes du 2 octobre 2008).*

Il était clair que Leffler et Kalish étaient intéressés pour lancer une marque « israélienne » mondiale notamment en sponsorisant l'équipe de netball israélienne (même si la société est maintenant sur le [site de l'équipe](#) en tant que « précédent sponsor »). Une fois Leffler et Kalish entrés en scène, la société Yes To a eu besoin de financement pour satisfaire leurs projets ambitieux. « *L'intérêt de la société à l'origine était d'augmenter ses fonds à partir d'investisseurs institutionnels israéliens pour **des raisons de sionisme*** » rapporte Globes. Finalement, la banque israélienne d'investissement *Poalim Capital Markets* a collecté 14 millions de dollars pour Yes To, auprès d'« investisseurs institutionnels » états-uniens par le biais de son partenaire William Blair, banque d'investissement US.

Roy David, de chez *Poalim*, a déclaré à Globes que les grands investisseurs israéliens n'étaient pas suffisamment visionnaires : « *Ils n'ont pas compris ce que signifiait une société qui vendait déjà sur 6500 points de vente* ». David fait la comparaison entre Yes To et les produits de la Mer Morte *Ahava* qui, indique Globes, « *ne vend que sur quelques milliers de points de vente seulement* ». [Ahava](#) est la société israélienne des cosmétiques de la mer Morte ; depuis ces dernières années, *Ahava* rime avec actions de boycotts, des actions de plus en plus nombreuses et réussies, particulièrement à cause de ses fabrications dans les colonies illégales de Cisjordanie, et de son pillage des ressources naturelles des territoires palestiniens occupés. Depuis 2006, dit Globes, « *Yes To est devenue une société internationale* », mais tous ses produits « *sont toujours fabriqués dans sa première usine à Arad* », propriété d'Uri Ben-Hur.

## **De la fierté israélienne, à la honte israélienne**

Malgré l'envoi de questions détaillées à Yes To, sur les

relations de la société avec Israël, sa seule réponse fut la courte déclaration ci-dessus. (« *Nous avons lancé la société...* »). Mais il est possible de suivre les efforts progressifs de la société pour retirer ses liens israéliens de la vue du public.

En octobre 2008 – à l'époque de l'article du *Globes* – le [site de Yes To Carrots déclarait fièrement](#), « *Yes To Carrots a son siège social à Tel Aviv, Israël. Notre siège américain est situé juste au nord de Chicago, dans Libertyville, Illinois* ». Aujourd'hui, le [site indique seulement](#), « *Le siège social de Yes To se trouve dans un magnifique San Francisco, Californie, USA* ». En avril 2009, le blog de la société [mettait en évidence le témoignage d'une cliente nommée « Denise »](#) qui raconte qu'elle a donné un pot de crème Yes To Carrots à sa copine : « *OOOHHH comme elle sentait bon ! Elle a lu les ingrédients et elle a été vraiment impressionnée. **Le plus important** était que, de notre point de vue spirituel, **nous étions heureuses de soutenir Israël...*** »

Donc, du point de vue de la société, l'achat de ses produits devait être légitimement considéré comme un acte politique. Ce sont des exemples de fierté en Israël qu'on ne retrouve pas dans les récentes mises à jour sur le site. Aujourd'hui, par exemple, la page du [site Our Story](#) n'indique pratiquement rien sur la véritable histoire de la société – parce cela impliquerait probablement de citer Israël.

### **Cacher l'information sur l'origine de la boue de la mer Morte**

Bien que Yes To ne réponde pas aux questions de *The Electronic Intifada* sur le « *moment* » où la fabrication est censée avoir cessé en Israël, le représentant de la société en Nouvelle-Zélande, *Countdown Communications*, envoie cette déclaration de Lance Kalish, suite aux investigations de [John Minto](#) et de [Global Peace and Justice Auckland](#), en novembre !

« Yes To est enregistrée et basée à San Francisco aux États-



*Unis, et elle **détenue en majorité** par des sociétés de capital-investissement privées américaines. Tous les produits Yes To sont **fabriqués exclusivement aux USA depuis 2010** pour Yes To, sur des sites de Californie, du Vermont et du New Jorsey, et **aucun de ses produits n'est fabriqué en Israël**. Yes To n'a jamais été la cible (à notre connaissance) d'actions politiques, commerciales ou de BDS dont vous parlez, ayant été distribuée à travers le monde dans 25 pays pendant les six ans écoulés. »*

La déclaration de Kalish indique clairement que la société a pris conscience de BDS, et que les carottes et concombres qu'elle peut vendre ne viennent pas d'Israël.

**La société ne répond pas à l'enquête de suivi sur le lieu d'où proviennent les extraits de la mer Morte et où ils sont traités.**

La mer Morte – un lac réputé pour son eau extrêmement riche en sels et en minéraux – est délimitée sur sa rive occidentale par la Cisjordanie, occupée en 1967 et dans laquelle les colonies israéliennes sont considérées illégales en vertu du droit international, et par des parties de la Palestine historique sur lesquelles Israël s'est implanté en 1948, et sur sa rive orientale, par la Jordanie. Mais peu après l'enquête de *The Electronic Intifada*, la page des « ingrédients » sur le site de la société qui listait le « limon de la mer Morte » comme ingrédient de plusieurs produits a été retirée, affichant maintenant seulement « [Erreur 404 – Page introuvable](#) ».

Anticipant cela, *The Electronic Intifada* avait fait une [capture d'écran de la page entière, telle qu'elle apparaissait le 20 décembre 2012](#), le jour où l'enquête de suivi a été envoyée.



Détail de la capture d'écran de

la page des ingrédients, retirée par « Yes To Carrots » (voir la page entière).

*The Electronic Intifada* a pu documenter sur plusieurs autres exemples de pages du site de la société qui ont été lavées des références à la « mer Morte ». Cependant, toutes les références n'ont pas été retirées. [Une entrée le 27 janvier 2009 sur le blog de la société](#) met en avant le témoignage d'une cliente, nommée Briana Jackson, qui écrit : « De toute façon, la boue de la mer Morte m'a vendue, parce que je suis une passionnée d'histoire ancienne et que **c'est de là que viennent les manuscrits de la mer Morte, ha, ha, ha.** »

Les manuscrits de la mer Morte viennent de Qumrân, [une région près de la mer Morte en Cisjordanie aujourd'hui occupée](#). La liste des limons ou de la boue de la mer Morte se trouve également sur les emballages qu'a vu et documenté *The Electronic Intifada* dans les magasins de Chicago – une chose qu'on ne peut si facilement faire disparaître.

A moins que Yes To ne puisse confirmer qu'elle a cessé toute extraction et tout traitement des minéraux de la mer Morte dans les territoires contrôlés par Israël, dont la Cisjordanie occupée, il est raisonnable de supposer qu'elle continue à agir ainsi, et que ses déclarations à *The Electronic Intifada* et à Minto sont inexactes, et qu'elle tente de dissimuler cette inexactitude en cachant l'information.

## **Les autres liens avec Israël**

Les autres liens qui se poursuivent de la société avec Israël restent également opaques. La déclaration de Kalish à Minto affirme que la société est **possédée majoritairement** par des sociétés de capital-investissement privées, mais sans dire qui sont les autres propriétaires. Le [site de Sea of Life prétendait le 23 mai 2012](#) que, « Uri Ben-Hur avait (sic) vendu ses parts à Yes To, (sic) et que la transaction serait

*terminée le 30 mai et annoncée dans la grande presse américaine ».*

Cependant, aucune annonce de ce genre ne semble avoir été publiée. De sorte qu'**au moins jusqu'à** mi-2012, Ben-Hur était actionnaire. La raison qui aurait poussé Ben-Hur à chercher à revendre ses parts reste elle aussi opaque, mais son business à Ben-Hur est une longue suite de problèmes. En juin 2011, son usine d'Arad a [disparu une nuit dans un incendie](#). Une recherche dans les archives légales israéliennes nous apprend que la justice a été saisie contre Ben-Hur par un certain nombre de ses anciens partenaires en affaires, pour non-paiement de factures.

Ben-Hur a été [condamné en février 2012](#) pour violations flagrantes du droit du travail, alors qu'il exigeait de ses salariés qu'ils travaillent pendant leur jour de repos hebdomadaire. Il a écopé personnellement d'une amende de près de 7000 dollars, avec une option de 60 jours de prison en lieu et place du paiement.

### **Conférence pour les profiteurs de l'occupation israélienne**

Bien que Yes To minimise à toute force ses liens israéliens dans ses relations publiques, elle n'en a pas moins participé à la [Conférence Israël](#) de Los Angeles, en [2010](#), [2011](#) et [2012](#). Il s'agit d'une [convention d'affaires annuelle](#) qui, « *met en avant les dirigeants d'entreprises importantes qui ont été créées en Israël, qui ont des départements Recherche et Développement en Israël, font des affaires en Israël, ou représentent des investisseurs dans des sociétés israéliennes. Les conférenciers représentent l'esprit de l'inventivité du marché israélien* ».

Deux éminents « partenaires » mis en avant dans la Conférence d'Israël ne sont autres que *Ahava* et [SodaStream](#), tous les deux visés par des campagnes internationales de boycotts pour, entre autres, leurs fabrications dans les colonies

israéliennes illégales en vertu du droit international.



Parmi les autres participants, il y a Raanan Horowitz, le PDG de la filiale américaine du fabricant d'armes israélien *Elbit System*, en tant que « conférencier invité ». [Elbit Systems](#) fabrique des armes qui sont utilisées dans des crimes de guerre par Israël contre les Palestiniens – surtout à Gaza – et au Liban ; il y a aussi des officiels du gouvernement israélien, et des représentants du groupe de défense antipalestinien, [StandWithUs](#).

*Elbit Systems* est aussi l'une des sociétés israéliennes récemment [abandonnée par le fonds de pension national de Nouvelle-Zélande](#), pour son rôle dans la construction du mur israélien annexant la Cisjordanie, déclaré illégal par la Cour internationale de justice en 2004.

### **Israël n'est pas bon pour votre peau**

Quels que soient les liens actuels de *Yes To* avec Israël et que la société tente de cacher, ses dirigeants n'ont apparemment aucun problème à associer leur marque à des profiteurs de l'occupation et de crimes de guerres de toutes sortes. Il apparaît bien que *Yes To* ne veuille tout simplement pas dire « *NO To* » à l'apartheid israélien, même si la société a déménagé son siège social dans le « *magnifique San Fransisco* ».

Mais les efforts de *Yes To* pour minimiser ses liens israéliens – et le retrait préventif de beaucoup, sinon de la totalité, de sa fabrication vers les États-Unis – sont des indicateurs de la force grandissante du mouvement BDS et de la toxicité de la marque Israël.

Avec nos remerciements à Dena Shunra pour les recherches supplémentaires.

✘ **Ali Abunimah** est co-fondateur de *The Electronic Intifada*, et l'auteur de « *One Country : A Bold Proposal to End the Israeli-Palestinian Impasse* » (Metropolitan Books, 2006). Cet article est paru initialement sur le site du *Guardian* « *Comment is Free* », sous le titre « *No peace for Israel* »